

Jean-Philippe WARREN, Charles MERCIER  
et Régis MALET

## Introduction

Le projet de cet ouvrage remonte au printemps 2020, alors que ses trois codirecteurs, respectivement confinés à Bordeaux, Montréal et La Rochelle échangeaient, *via* Zoom, sur la crédibilité du discours scientifique en contexte de crise sanitaire.

D'un certain côté, jamais les décideurs politiques ne semblaient avoir accordé autant de confiance au savoir savant. Confronté à la première vague de la pandémie de Covid-19, l'exécutif français affichait la volonté de définir ses choix en fonction des « données probantes<sup>1</sup> ». À cet effet, il avait mis en place un conseil scientifique le 10 mars 2020. Deux jours plus tard, lors de sa première allocution télévisée consacrée à la crise sanitaire, le président de la République avait déclaré : « Un principe nous guide pour définir nos actions, il nous guide depuis le début pour anticiper cette crise puis pour la gérer depuis plusieurs semaines, et il doit continuer de le faire : c'est la confiance dans la science<sup>2</sup>. » Le règlement intérieur, qui vint donner fin mars une reconnaissance officielle

- 
1. « Règlement intérieur du conseil scientifique Covid-19 », ministère de la Santé et des Solidarités, version corrigée du 30 avril 2020, [<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/conseil-scientifique-covid-19>], consulté le 28 novembre 2022.
  2. « Adresse aux Français, 12 mars 2020 », Élysée, 12 mars 2020, [<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>], consulté le 28 novembre 2022.

à ce comité dont la mise en route avait été informelle, précisait que ce dernier « rend[ait] des avis simples qui ne li[ai]ent pas le gouvernement<sup>3</sup> ». Pourtant, le président de la République comme son Premier ministre semblaient suivre « à la lettre » les recommandations des onze scientifiques de ce cénacle qui se réunissait tous les jours, sauf le dimanche<sup>4</sup>.

D'un autre côté, le discours scientifique semblait susciter une défiance, elle aussi en apparence inégalée, au sein d'une partie de l'opinion publique. Des personnes exprimaient avec vigueur leur scepticisme sur les réseaux sociaux, et *via* des médias « alternatifs ». Ce second phénomène était, dans une certaine mesure, la contrepartie du premier. Alors que le feu de la révolte couvait encore sous les braises du mouvement des « gilets jaunes<sup>5</sup> », la convergence entre discours scientifique et discours politique ne pouvait que décrédibiliser le premier aux yeux de ceux qui se considéraient comme solidaires d'une « France d'en bas » méprisée par les élites. Mais la séquence, marquée par le succès des discours anti-vax, et l'adhésion aux déclarations du professeur Raoult sur les effets miracles de l'hydroxychloroquine, révélait quelque chose de plus profond. Pour toute une partie de la population française, y compris au sein des groupes favorisés, la plausibilité

---

3. « Règlement intérieur du conseil scientifique Covid-19 », cité *supra*.

4. BACQUÉ Raphaëlle, ROYER Solenn de *et al.*, « Macron et la "République des experts" », *Le Monde*, 27 mars 2020, p. 4. Ce n'est qu'à partir du 17 avril 2020, date à laquelle le président de la République annonce, malgré l'absence de consensus scientifique, la fin du confinement strict pour le 11 mai suivant, que le lien semble se distendre. Comme l'explique un ministre, « c'est le retour du politique, après une première phase où l'on assumait que les décisions se calquaient presque sur les avis du conseil scientifique » (FAYE Olivier et PIETRALUNGA Cédric, « Macron impose sa cadence de déconfinement », *Le Monde*, 17 avril 2020, p. 9). Cette émancipation du pouvoir par rapport aux prescriptions des scientifiques s'accroîtra lors des rebonds épidémiques ultérieurs, notamment de par les arbitrages faisant du maintien de l'ouverture des écoles une priorité, ou de par les choix de repousser au maximum tout nouveau confinement.

5. Dont le pic avait eu lieu à l'automne 2018 et à l'hiver 2019.

des affirmations relatives à la Covid-19 semblait être indexée non pas à la rigueur des protocoles les sous-tendant, mais à l'assertivité de celui qui les énonçait, et aux attentes ou aux convictions de ceux qui les entendaient. Les mots utilisés par le directeur de l'IHU de Marseille pour diagnostiquer avec un aplomb tranquille une maladie qu'il jugeait relativement bénigne, et dont il croyait pouvoir venir facilement à bout à l'aide d'un traitement simple, pesaient autant, voire plus, que les publications scientifiques collectives qui, les unes après les autres, rejetaient sa démonstration en mettant en évidence ses failles.

Pour interpréter ces phénomènes, il était tentant de parler de « post-vérité », une notion employée dès les années 1990<sup>6</sup>, promue dans les années 2000<sup>7</sup>, et popularisée en 2016, année où *post-truth* a été élu mot de l'année par le dictionnaire Oxford et celui de *postfaktisch* par la Gesellschaft für deutsche Sprache (Association pour la langue allemande). Pour mémoire, on se rappellera que l'année avait été marquée par les succès du Brexit au Royaume-Uni et de Donald Trump aux États-Unis. Les observateurs avaient été frappés par le fait que, dans les deux cas, les mensonges plus ou moins grossiers fabriqués au cours de la campagne n'avaient pas été sanctionnés dans les urnes et avaient peut-être même scellé la victoire. Le flagrant délit de non-factualité ne semblait perturber ni les états-majors politiques, ni les électeurs, comme si l'adéquation des discours au réel était devenue secondaire. À titre d'exemple devenu archétypique, en

---

6. Pour désigner une forme de consentement aux mensonges d'État. Voir HALÉVI Ran, « Le nouveau régime de la vérité », *Le Débat*, vol. 197, n° 5, 2017, p. 30.

7. Marquées, entre autres, par le succès des théories du complot au sujet des attentats du 11 septembre 2001, ou par le mensonge de l'administration Bush concernant les armes de destruction massive en Irak. Voir DELANNOI Gil, « De l'utilité de la notion de post-vérité », *Le Débat*, vol. 197, n° 5, 2017, p. 4-12; WILLIAMS Bernard, *Truth and Truthfulness. An Essay in Genealogy*, Princeton, Princeton University Press, 2002; KEYES Ralph, *The Post-Truth Era. Dishonesty and Deception in Contemporary Life*, New York, St. Martin's Press, 2004.

janvier 2017, Sean Spicer, porte-parole de la Maison blanche, avait affirmé, contre toute évidence, que la foule présente à l'investiture de Donald Trump était plus nombreuse que lors des cérémonies précédentes. Le propos, contredit par les photos aériennes, avait été requalifié de « fait alternatif » par Kellyanne Conway, conseillère du président Trump<sup>8</sup>, comme si l'établissement des faits semblait pouvoir désormais s'affranchir des règles communément admises d'objectivité et d'impartialité.

En tant qu'enseignants et chercheurs, nous étions animés par la curiosité de comprendre ce qui se passait autour de nous, et parfois en nous, mais aussi par l'inquiétude suscitée par une dynamique dont les effets semblaient saper la légitimité d'un projet ayant pour ambition de produire et de transmettre des résultats reproductibles et réfutables. Nous étions aussi interpellés en tant que citoyens sur les caractéristiques préoccupantes de cette époque de post-vérité : propagation de fausses nouvelles, montée des populismes, déstabilisation des démocraties, délitement du tissu social... La confrontation de nos observations et de nos réflexions au cours d'interactions numériques nous a donné l'envie d'étudier la question de la crédibilité du discours scientifique à l'heure des « faits alternatifs ».

## **LA CRÉDIBILITÉ DU DISCOURS SCIENTIFIQUE**

Le premier concept à définir et à élucider pour construire notre enquête est celui de science, et plus particulièrement celui de crédibilité du discours scientifique. Bruno Latour est l'un de ceux qui ont tenté de comprendre comment se construit la confiance dans la science. En appliquant au discours scientifique les méthodes utilisées par les ethnologues pour étudier « les

---

8. « Conway: Trump White House offered 'alternative facts' on crowd size », *CNN*, 23 janvier 2017, [<https://edition.cnn.com/2017/01/22/politics/kellyanne-conway-alternative-facts/index.html>], consulté le 29 novembre 2022.

cultures, sociétés et discours pré-, para-, ou extra-scientifique<sup>9</sup> », ce philosophe et anthropologue français a contribué à dévoiler les mécanismes à travers lesquels la recherche scientifique produit des énoncés suffisamment convaincants pour qu'ils soient acceptés par les spécialistes du domaine, puis par les décideurs et les prescripteurs, et enfin par l'opinion publique. Les chercheurs produisent des affirmations, adossées à des données et à un protocole, qui sont ensuite discutées, amendées, réfutées, testées par d'autres chercheurs. Certains des énoncés sont irrémédiablement détruits par une opération qui les invalide. D'autres se retrouvent confirmés (jusqu'à preuve du contraire), et deviennent des faits : « Cet événement est relativement rare ; mais lorsqu'il se produit, l'énoncé s'intègre au fonds de l'acquis scientifique<sup>10</sup>. » L'énoncé passe du champ de la recherche scientifique à celui de la science.

Latour accorde une place centrale, dans l'activité scientifique, à la recherche de la crédibilité, qu'il envisage dans les différents sens du terme. Être crédible, c'est susciter la confiance dans les énoncés qu'on produit, c'est aussi susciter une forme de reconnaissance envers sa personne (avoir un nom qui, quand il est cité, fait autorité dans un domaine), c'est enfin être capable d'obtenir des moyens financiers et matériels pour faire de la recherche. La science fonctionnerait selon un cycle de la crédibilité, au sein duquel les différents types de crédits (argent, prestige personnel, énoncés validés) s'alimenteraient les uns les autres. Un chercheur qui est reconnu comme un expert dans son domaine peut ainsi convertir le crédit-reconnaissance en crédit financier, qui lui permettra de produire de nouveaux énoncés crédibles, qui renforceront encore sa position.

---

9. LATOUR Bruno et WOOLGAR Steve, *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 1996, p. 10. Latour a observé pendant deux ans la vie quotidienne des chercheurs d'un laboratoire de neuroendocrinologie en Californie.

10. *Ibid.*, p. 87-88.

## QU'EST-CE QUE LA POST-VÉRITÉ ?

La post-vérité était l'autre concept central à définir et à élucider pour mener notre enquête. La tâche n'était pas évidente tant le terme, dont la pertinence est controversée<sup>11</sup>, a suscité une production aussi abondante que diverse. En complément des lectures des travaux les plus marquants<sup>12</sup>, nous avons interrogé neuf experts universitaires, spécialistes de différentes aires géographiques, et eux-mêmes issus de différentes cultures<sup>13</sup>, afin de tenter de mettre en dialogue les connaissances disponibles sur le phénomène, et

- 
11. GIREL Mathias, « La post-vérité comme inquiétude », *Cahiers philosophiques*, n° 164, 2021/1, p. 11-29.
  12. MCINTYRE Lee, *Post Truth*, Cambridge, MIT Press, 2018 ; MICHIKO Kakutani, *The Death of Truth. Notes on Falsehood in the Age of Trump*, New York, Tim Duggan Books, 2018 ; O'CONNOR Cailin et WEATHERALL James Owen, *The Misinformation Age. How False Beliefs Spread*, New Haven, Yale University Press, 2019.
  13. Les neuf experts sont : Renée DiResta, directrice de la recherche technique à l'Observatoire de l'Internet à l'université Stanford (États-Unis) ; Maurizio Ferraris, professeur au département de philosophie et de sciences éducatives à l'université de Turin (Italie) ; Joseph Heath, professeur de philosophie à l'université de Toronto (Canada) ; André Lemos, professeur titulaire de la faculté de communication de l'université fédérale de Bahia (Brésil) ; Bruce Mutsvairo, professeur à Auburn University (États-Unis) ; Sarah Morrison, doctorante à la Swinburne University of technology de Melbourne (Australie) ; Tanya Notley, professeure à l'Institut d'études de la culture et de la société à la Western Sidney University (Australie) ; Kate Starbird, professeure associée de conception et d'ingénierie humaines à l'université de Washington (États-Unis) ; Ana Cristina Suzina, chercheuse à l'Institut pour l'étude des médias et des industries créatives de l'université Loughborough (Royaume-Uni). Les neuf entretiens ont été publiés par Jean-Philippe Warren en version courte dans le quotidien québécois *La Presse*. Ils sont librement accessibles en français sur le site [<https://plus.lapresse.ca/>], consultés le 22 décembre 2023. La version longue et en anglais (*Post-Truth: a World Tour. Interviews With 9 International Experts, with an introduction, by Jean-Philippe Warren and Charles Mercier*, septembre 2021) est disponible à l'adresse suivante : [<https://cridaq.uqam.ca/publication/post-truth-a-world-tour/>], consulté le 22 décembre 2023.

comprendre comment l'interprétation du concept de post-vérité varie selon les contextes.

La post-vérité peut être définie comme une configuration politique et médiatique dans laquelle la crédibilité d'un discours repose moins sur son adéquation aux faits que sur sa correspondance avec les croyances et les pulsions émotives d'une partie de l'opinion publique, sur fond de méfiance diffuse envers les élites et les institutions établies. En rupture avec l'idéologie technoscientifique de l'après-guerre<sup>14</sup>, il désignerait un nouveau régime de vérité, propre au XXI<sup>e</sup> siècle. À l'évidence, les rumeurs, la propagande, les bobards, le bourrage de crâne, les canulars, les tromperies, les falsifications et les rumeurs n'ont pas été inventés au moment du basculement dans le troisième millénaire<sup>15</sup>, mais leur production aurait changé d'échelle, et leur impact aurait fortement augmenté depuis le début des années 2000, et encore davantage depuis le milieu des années 2010. Patrick Chastenet montre ainsi que, si le mensonge est utilisé de longue date dans la politique américaine, tant lors des campagnes électorales que dans l'exercice du pouvoir, la proportion d'affirmations fausses ou inventées a augmenté de manière spectaculaire en 2015-2016. Les trois-quarts (76 %) des déclarations du candidat Donald Trump auraient relevé de cette catégorie. Avec le candidat républicain, l'exception serait devenue la règle, et l'usage de la contre-vérité aurait été assumé et légitimé aux États-Unis. La viralité et le poids des *fake news* sur les résultats auraient aussi considérablement augmenté. Comme on le sait, les mêmes tendances ont été observées au même moment au Royaume-Uni. Les élections présidentielles de 2017 en France ont été aussi fortement impactées par les distorsions de faits : sans permettre l'élection de la candidate

---

14. HABERMAS Jürgen, *La technique et la science comme « Idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973.

15. PINKER Roy, *Fake news et viralité avant Internet. Les lapins du Père-Lachaise et autres légendes médiatiques*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

populiste, elles ont contribué, lors des primaires de la droite du centre, à la chute du candidat modéré, Alain Juppé (accusé de vouloir construire une mosquée « pharaonique » dans sa ville de Bordeaux, et rebaptisé Ali Juppé)<sup>16</sup>. En somme, pour bien des démocraties occidentales, le mitan des années 2010 semble marquer, sinon un tournant, du moins une accentuation de la fabrication et de la circulation d'éléments post-factuel.

## C'EST LA FAUTE AUX MÉDIAS SOCIAUX ?

Concernant les facteurs ayant conduit à cette situation, la révolution médiatique est souvent considérée comme déterminante. Selon Mauricio Ferraris « la post-vérité est l'expression super-structurelle, si l'on veut parler en termes marxistes, d'un phénomène infrastructural », à savoir l'apparition des nouveaux médias<sup>17</sup>.

En premier lieu, les médias sociaux reposent sur la réactivité et l'émotion : Twitter (devenu X) ou Facebook favorisent une communication quasi instantanée qui renforce, dans le champ médiatique, l'impératif de rapidité : comme le note Joseph Heath, « quand vous voyez un tweet, vous avez cette pression pour répondre le plus tôt possible, et si vous trouvez quelque chose à dire deux jours plus tard au tweet de quelqu'un, cela ne fait pas partie de la conversation<sup>18</sup> ». Ces caractéristiques sont peu favorables à la pensée rationnelle dont le « coût » est supérieur à celui de la pensée intuitive. Par rapport aux médias de la précédente génération, les médias sociaux accentuent la préférence,

- 
16. TROUDE-CHASTENET Patrick, « Fake news et post-vérité. De l'extension de la propagande au Royaume-Uni, aux États-Unis et en France », *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, n° 96, mai 2018, p. 90-91.
  17. (Traduction), FERRARIS Mauricio, « There is Such a Thing as Objectivity », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 118.
  18. (Traduction), HEATH Joseph, « Avoiding Becoming a Society of Memes », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 21.

identifiée par Daniel Kahneman, du cerveau humain pour la réponse rapide, instinctive et émotionnelle, qui mobilise des stéréotypes, des préjugés, des raccourcis intellectuels pour faire l'économie de l'effort exigé par la pensée complexe<sup>19</sup>. Cette configuration rend les individus davantage accueillants aux messages qui correspondent à leurs croyances qu'aux messages qui correspondent à des énoncés contre-intuitifs. Le phénomène est accentué par le fait que certains producteurs de contenus numériques, nourris des avancées de la psychologie, savent parfaitement comment actionner les biais cognitifs.

Cette observation conduit à mentionner une deuxième raison pour laquelle les médias sociaux favoriseraient la post-vérité : la quantité de données produites par les outils technologiques qui leur sont associés serait telle qu'elle produirait une fatigue informationnelle. La surabondance de signaux créerait une forme de brouhaha, ou d'« infobésité » (*information overload*) qui découragerait les tentatives de décryptage. Gérald Bronner a montré, dans son livre *La démocratie des crédules*, comment « lorsque plus, c'est moins » : selon lui, la massification de l'information, portée par les progrès spectaculaires de la communication, a été moins profitable aux débats argumentés qu'aux croyances, aux rumeurs et aux craintes irrationnelles<sup>20</sup>. La dérégulation du « marché cognitif », permise par la mise en place des grandes autoroutes de l'information, nous conduirait ainsi vers une nouvelle période d'obscurantisme, au lieu du nouvel âge des Lumières espéré<sup>21</sup>.

En troisième lieu, les médias sociaux sont propices à la formation de communautés sectaires. Selon Renée DiResta « la recherche de certains types de sujets peut activer des recommandations pour

---

19. KAHNEMAN Daniel, *Système 1/Système 2. Les deux vitesses de la pensée*, Paris, Flammarion, 2012.

20. BRONNER Gérald, *La démocratie des crédules*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.

21. TROUDE-CHASTENET Patrick, « Fake news et post-vérité », art. cité, p. 95-96.

des contenus encore plus radicaux<sup>22</sup> ». Cliquant sur un site alternatif, des internautes descendraient progressivement dans une sorte de terrier du lapin (*rabbit hole*), comme dans *Alice au pays des merveilles*, et finiraient par arriver dans des cercles très étroits où ils interagiraient avec des pairs partageant les mêmes croyances. Ces cercles dont chaque membre conforte les autres dans ses opinions fonctionneraient comme des « caisses de résonance » ou des « chambres d'écho », et seraient des lieux de radicalisation des esprits<sup>23</sup>. En d'autres termes, les filtres et les fils d'actualité (*news feeds*), configurés par des algorithmes élaborés à partir d'une triangulation de « likes » et de préférences de navigation et de consommation, favoriseraient la polarisation et l'enfermement dans un univers autoréférentiel favorable à l'ère post-factuelle<sup>24</sup>. Bien que des études empiriques nuancent l'idée d'enfermement dans des bulles (en montrant que les internautes, notamment les jeunes, naviguent entre différents réseaux et que les individus qui visitent les réseaux sociaux seraient exposés à une plus grande diversité d'informations que ceux qui n'y vont pas du tout<sup>25</sup>), il resterait que, trop souvent, les gens qui découvrent des opinions différentes des leurs sur la Toile les rejetteraient immédiatement sans prendre le temps d'en considérer la valeur, et chercheraient la plupart du temps à renforcer leur conviction initiale<sup>26</sup>.

- 
22. DiRESTA Renée, « Manufactured Consensus », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 36.
  23. BREST Aurélien, « Bulles de filtres et chambres d'écho », Fondation Descartes, juillet 2020, [<https://www.fondationdescartes.org/2020/07/bulles-de-filtre-et-chambres-decho/>], consulté le 30 novembre 2022.
  24. NOTLEY Tanya, « Youth and Misinformation », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 97-98.
  25. NEWMAN Nic, FLETCHER Richard, KALOGEROPOULOS Antonis et KLEIS NIELSEN Rasmus, « Reuters Institute Digital News Report », *Reuters Institute for the Study of Journalism*, 2019. Cité par BREST Aurélien, « Bulles de filtres et chambres d'écho », art. cité.
  26. STARBIRD Kate, « Crowdsourcing Conspiracy Theory », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 110.

En quatrième lieu, les médias sociaux créent un espace non régulé de communication, où tout un chacun peut produire et mettre en circulation des contenus dont la véracité et l'authenticité ne sont pas contrôlées. Conséquence : selon certaines statistiques récentes, 40 % au moins de ce qui se trouve sur Internet serait faux, et 60 % serait produit par des machines et non des humains<sup>27</sup>. Comme le note Patrick Chastenet, cette configuration est autant liée aux caractéristiques du support technique qu'à l'idéologie libérale, voire libertaire, des propriétaires de ces plateformes pour qui « la vérité résulte naturellement de la mise en concurrence, sur le marché des idées de tous les contenus, falsifiés ou authentiques<sup>28</sup> ». En positif, cette dérégulation permet une libération de la parole, et l'entrée, dans le débat public, de nouveaux acteurs : elle correspond à une nouvelle phase de démocratisation et d'émancipation des autorités, et elle est cohérente avec l'idéal d'un citoyen capable d'esprit critique envers tous les savoirs, qu'ils soient ou non institués<sup>29</sup>. En négatif, la désintermédiation transforme le champ de l'information en « jungle », où les plus déterminés, et les plus radicaux, se retrouvent en position de force, alors même que leurs opinions sont initialement très minoritaires. Cette distorsion a été repérée par Renée DiResta concernant le thème de la vaccination : alors que, au moment de son étude, 85 % des Américains faisaient vacciner leurs enfants, la quasi-totalité des messages sur Twitter (X) était anti-vax<sup>30</sup>. Des individus bien coordonnés peuvent ainsi

---

27. JEFFREY Cal, « Over 40 percent of Activity on the Internet is fake. As the Internet becomes more fake, so do its Users », *Techspot*, 28 décembre 2018, [https://www.techspot.com/news/78029-over-40-percent-activity-internet-fake.html], consulté le 30 novembre 2022.

28. TROUDE-CHASTENET Patrick, « Fake news et post-vérité », art. cité, p. 94.

29. CERVERA-MARZAL Manuel, *Post-vérité. Pourquoi il faut s'en réjouir*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2019.

30. DiRESTA Renée et LOTAN Gilad, « Anti-Vaxxers Are Using Twitter to Manipulate a Vaccine Bill », *Wired*, 8 juin 2015, [https://www.wired.com/2015/06/antivaxxers-influencing-legislation], consulté le 30 novembre 2022.

réussir à fabriquer une apparence de consentement à une décision politique, en imposant la perception qu'une majorité de la population y adhère<sup>31</sup>. Sur les réseaux sociaux, les groupuscules peuvent créer de multiples comptes et profiter des innovations de l'intelligence artificielle (qui permet par exemple de créer des photos de profil de personnes qui n'existent pas mais qui semblent vraies<sup>32</sup>) pour faire croire à un mouvement de masse. Les *keyboard armies*<sup>33</sup> et l'*astroturfing*<sup>34</sup> font partie des outils à leur disposition.

En tant que champ de bataille où tous les coups sont possibles, la Toile est aussi investie par les États, qui peuvent y mener des guerres informationnelles visant à déstabiliser leurs adversaires. D'après les experts, les États qui usent de telles tactiques opèrent moins en créant *ex nihilo* des *fake news*, qu'en amplifiant des histoires qui circulent déjà au sein du pays cible. C'est ainsi que la Russie a accentué la diffusion de rumeurs concernant la santé d'Hillary Clinton, lors de la présidentielle américaine de 2016, en retweetant massivement des messages existants<sup>35</sup>. Les campagnes de désinformation fonctionnent selon des processus complexes, et relèvent d'un travail collaboratif entre des « opposants » de l'intérieur et une puissance étrangère<sup>36</sup>. Quand ils interviennent

- 
31. GELFERT Axel, « Fake News : A Definition », *Informal Logic*, vol. 38, n° 1, 2018, p. 84-117.
  32. DiRESTA Renée, « Manufactured Consensus », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 37.
  33. Littéralement « armées de claviers ». L'expression désigne des groupes de mercenaires payés pour défendre, sur les réseaux sociaux, les intérêts de ceux qui les emploient.
  34. L'astroturfing est une campagne de propagande qui vise à faire croire à un mouvement spontané d'opinion par l'envoi simultané et coordonné de messages.
  35. MORRISON Sarah, « Trying Not to Go Down the Rabbit Hole », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 54.
  36. STARBIRD Kate, in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 107. Ce travail collaboratif peut s'effectuer sans l'aide d'un agent étranger. Gérard Bronner a montré comment les réseaux sociaux favorisaient le *crowd-sourcing*, soit une recherche participative de sources qui permet de crédibiliser rapidement une fausse

de manière défensive, pour neutraliser une information dommageable pour eux, les États autoritaires cherchent moins à créer un seul récit alternatif qu'à instiller un doute radical, en faisant foisonner une multitude d'histoires. Par exemple, par rapport à l'empoisonnement de l'opposant russe d'Alexei Navalny, en août 2020, le Kremlin a diffusé *via* Internet plusieurs théories permettant de décrédibiliser l'information selon laquelle il était le commanditaire de l'assassinat<sup>37</sup>. La Chine procède de même, en noyant l'information factuelle sous un déluge d'énoncés alternatifs. Comme l'écrit Jonathan Ngo, militant des droits de l'homme à Hong Kong, « dans un monde où il y a trop d'informations, la frontière entre ce qui est réel et ce qui ne l'est pas est très délicate à tracer. En fin de compte, lorsque les gens ordinaires décident de ne pas rechercher la vérité parce qu'ils pensent qu'il est très difficile de déterminer ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, cela profite à ceux qui sont au pouvoir<sup>38</sup> ».

---

nouvelle. Ce qui prenait un temps considérable avant Internet peut ainsi être édifié en une vitesse vertigineuse (BRONNER Gérard, *Apocalypse cognitive*, Paris, Presses universitaires de France, 2021). Durant la campagne de 2016, la Russie a également *trollé* des forums (le *trolling* consiste à réagir à un contenu de manière polémique, afin de susciter intentionnellement une controverse) pour susciter du ressentiment ou de l'antagonisme, par exemple en postant des messages dénonçant les privilèges des demandeurs d'asile musulmans sur les pages Internet des vétérans de l'armée américaine. Elle a aussi manipulé des communautés numériques anti Black Lives Matter et pro Black Lives Matter, en cherchant à radicaliser les premiers pour qu'ils votent Trump, et en cherchant à convaincre les seconds que les démocrates ne changeraient rien à leur combat, pour les décourager de voter Clinton (STARBIRD Kate, art. cité, p. 113).

37. *Ibid.*, p. 106.

38. (Traduction), AGENCE FRANCE-PRESSE, « Fake News War Divides, Confuses in Hong-Kong », VOA, 25 juillet 2019, [<https://www.voanews.com/east-asia-pacific/fake-news-war-divides-confuses-hong-kong>], consulté le 30 novembre 2022.

## C'EST LA FAUTE À FOUCAULT ?

À rebours ou en complément de la présentation de la post-vérité comme un phénomène issu du progrès technologique, l'on peut raconter une tout autre histoire, dans laquelle les origines de la crise seraient à chercher dans l'évolution de la vie intellectuelle au cours des années 1970 et 1980, marquées par l'engouement des campus états-uniens pour la *French Theory*<sup>39</sup>. Cet ensemble d'interprétations liées aux travaux de philosophes et de sociologues français, dont Michel Foucault et Jacques Derrida, tend à présenter les savoirs établis comme les produits de rapports de force. Foucault, qui a magistralement montré comment l'apparition de la science psychiatrique, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, était liée à un projet d'internement et d'exclusion des fous<sup>40</sup>, a contribué à établir un lien systématique entre savoir et pouvoir. Les positions présentées comme rationnelles seraient des stratégies discursives des dominants pour imposer leur normativité au corps social : « La "vérité" est liée circulairement à des systèmes de pouvoir qui la produisent et la soutiennent, et à des effets de pouvoir qu'elle induit et qui la reconduisent<sup>41</sup>. »

Certains esquissent un lien entre cette approche et la post-vérité. Pour Francis Fukuyama, le « relativisme » né de cette mise à nu, véhiculé par « les théories critiques présentant la science comme servant les intérêts d'une élite occidentale, blanche ou masculine » ont « en partie migré vers la droite », d'où proviennent maintenant « les attaques les plus violentes contre la rationalité scientifique<sup>42</sup> ». Maurizio Ferraris établit pour sa part

---

39. CUSSET François, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze, et C<sup>ie</sup> et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.

40. FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 2008 (1969), p. 241-242.

41. FOUCAULT Michel, *Dits et écrits*, t. III, Paris, Gallimard, 1994, p. 160.

42. FUKUYAMA Francis, entretien avec MALHER Thomas, « Francis Fukuyama, le grand entretien », *L'Express*, 9 mars 2023, p. 24-25.

une connexion entre les théories présentant le langage comme producteur d'un réel qui n'existe pas en soi et la crise actuelle de la légitimité du savoir savant : « La post-vérité est un fruit, éventuellement dégénéré, du post-moderne<sup>43</sup>. » Le philosophe italien compare la posture relativiste aux drogues légères : « Lorsque celles-ci sont fumées par Charles Baudelaire et Théophile Gautier dans les salons parisiens, c'est poétique. Mais si le pilote de l'avion dans lequel vous voyagez consomme des drogues, ça pose un problème<sup>44</sup> ! » Selon lui, la dévaluation du discours scientifique par Michel Foucault et ses disciples américains, parmi lesquels le philosophe Richard Rorty, est stimulante tant qu'elle reste dans l'enceinte académique, mais peut devenir délétère quand elle se systématisait et infuse dans le champ social et politique.

Fukuyama et Ferraris ne sont pas les seuls à pointer « les conséquences du relativisme<sup>45</sup> », et l'importance des facteurs intellectuels, culturels et politiques dans l'émergence de la post-vérité. L'historien Ran Halévi met en avant la montée en puissance d'un individualisme qui subordonne la vérité au sentiment d'authenticité qu'elle inspire, ce que Steven Colbert, un animateur américain d'émissions télévisées humoristiques, avait appelé *truthiness*. Les vérités, conçues comme subjectives, seraient embrassées « parce qu'elles parlent à notre sensibilité, parce qu'elles nous font du bien, parce qu'elles s'accordent à nos préjugés, ou tout simplement parce qu'elles ont l'air vraies ou qu'elles emportent l'adhésion d'un grand nombre de personnes<sup>46</sup> ». La crise de l'idée de vérité aurait provoqué non seulement une individualisation

---

43. FERRARIS Maurizio, *Postvérité et autres énigmes*, Paris, Presses universitaires de France, 2019, p. 21.

44. FERRARIS Maurizio, « There is Such a Thing as Objectivity », in *Post-Truth: a World Tour*, *op. cit.*, p. 120.

45. Nous empruntons le titre à Alain Cambier : CAMBIER Alain, « Les inconsistencies du relativisme », *La Pensée*, vol. 408, n° 4, 2021, p. 8-20.

46. HALÉVI Ran, « Le nouveau régime de la vérité », art. cité, p. 31.

du vrai mais aussi sa communautarisation. Ran Halévi perçoit dans la montée d'un relativisme culturaliste l'une des causes de l'émergence de la post-vérité. Dans une perspective où le savoir est propre à une communauté, où « le regard extérieur est une forme d'agression, un empiètement intrusif », chaque groupe « se replier[ait] sur ses propres vérités en les déroband à tout regard extérieur ». Cette configuration, promue selon Ran Halévi par la gauche culturelle américaine, serait allée de pair avec un « politiquement correct » qui « exige de nier par omission ce qu'on voit et ce qu'on sait ».

Dans un tel contexte, la « post-vérité » serait la réponse des populistes aux élites progressistes qui, les premières, auraient trahi la vérité en la mettant au service de leurs valeurs libérales. « Politiquement correct » et « post-vérité » seraient « deux modes opposés, mais convergents, de proscrire la vérité de l'espace public<sup>47</sup> » et de l'enrôler dans des guerres culturelles. Gil Delannoi développe le même type d'argumentation, en considérant que le « politiquement correct » produit des « faits alternatifs », par exemple en rectifiant le passé, en fonction des normes éthiques dominantes. Selon lui, donner la priorité au combat féministe et non à l'examen des faits, en référant le préambule de la déclaration des droits de l'Homme de 1789 à Olympe de Gouges et non à Mirabeau, relève de la post-vérité dont les élites libérales accusent les populistes : « La cause de l'apparition de Trump n'est pas Trump, mais ceux qui lui ont préparé le terrain, notamment les plus intransigeants partisans d'un politiquement correct sans cesse renouvelé<sup>48</sup>. » Marcel Gauchet développe une perspective analogue (selon lui, « la post-vérité est le rejeton adultérin du politiquement correct<sup>49</sup> ») mais légèrement différente. À son avis,

---

47. *Ibid.*, p. 40-41.

48. DELANNOI Gil, « De l'utilité de la notion de post-vérité », art. cité, p. 11.

49. GAUCHET Marcel, « La guerre des vérités », *Le Débat*, vol. 197, n° 5, 2017, p. 20-27.

la « post-vérité » s'inscrit dans une sorte de régime communautaire, où la vérité est indexée sur le vécu du groupe : « Ce discours n'est nullement indifférent à l'exigence de vérité. Il se réclame, à l'opposé, d'une "vérité" plus "vraie" que la vérité officielle qu'il refuse. » Quand Trump dit pendant la campagne de 2016 que le taux d'homicide explose, alors qu'il est au plus bas depuis un demi-siècle, il « ment-vrai », c'est-à-dire qu'il exprime, au-delà des chiffres, le sentiment d'insécurité d'une partie des Américains. Autrement dit, la post-vérité serait, comme une fiction littéraire, un « mensonge vécu comme la traduction d'une vérité plus profonde que la vérité qu'on lui oppose<sup>50</sup> ». Elle serait, entre autres, le moyen trouvé par les classes populaires pour exprimer leur sentiment d'insécurité et d'abandon.

## LA COMPLEXITÉ DE LA (POST)-VÉRITÉ

On le voit à travers ce bref état de l'art, l'enjeu de la post-vérité a fait l'objet de méta-analyses, et suscité des « grands récits », fondés pour la plupart sur une vision cohérente et organisée du monde. L'objectif de ce livre est différent. Il consiste à faire se rencontrer, au risque de l'éclatement, des points de vue, sinon divergents, du moins différents, de par la diversité des sensibilités et des ancrages disciplinaires des contributeurs. Aussi, nous avons demandé à des spécialistes à la fois des sciences dures, des sciences médicales, des sciences juridiques, ainsi que des sciences humaines et sociales, de réfléchir, à partir de leur perspective, aux raisons pour lesquelles, dans un contexte de post-vérité, la crédibilité de la science est menacée.

Les contributions rassemblées dans la première partie, « L'archipel médiatique en accusation », examinent des cas qui mettent en jeu les moyens de communication. Elles soulignent le

---

50. *Ibid.*, p. 23-24.

fait que les réseaux sociaux, qui font office de suspects idéaux dans la montée de la post-vérité, ne sont pas seuls en cause. L'article écrit par Ashod Aradian, physicien, montre que la diffusion du plâtisme est certes facilitée par l'existence de plateformes comme Facebook, mais que le succès de cette théorie *a priori* indéfendable est principalement lié à une crise de la confiance, et à une atomisation sociale. Une fraction croissante d'individus ne se fierait plus qu'à ses propres perceptions, et expériences, et rejetterait les énoncés produits par les scientifiques, qui sont souvent contre-intuitifs : « De même que le plâtisme place à nouveau la Terre au centre de l'univers, l'atomisation de la pensée place illusoirement l'individu au centre du savoir, qui se met à tourner autour de lui, et qu'il considère pouvoir entièrement maîtriser. »

Les deux contributions qui suivent soulignent que les « anciens » médias alimentent le cycle de la post-vérité, tout autant que les nouveaux. Dans le cas de Didier Raoult, analysé par Arnaud Mercier et Marina Alcaraz, chercheurs en sciences de l'information et de la communication, ce sont certes les réseaux sociaux (chaîne YouTube et compte Twitter) qui ont permis au médecin marseillais, dans un premier temps, de diffuser ses affirmations *via* un circuit de communication contrôlé. Mais une partie des médias traditionnels ont très vite donné une place de choix au médecin marseillais, qui faisait « de l'audience », et dont les propos « rassuristes » rencontraient les attentes d'une partie de l'opinion publique. Ils lui ont accordé une importance disproportionnée par rapport au poids qu'il pesait dans la communauté savante des infectiologues et ont présenté comme définitifs ses énoncés, qui n'étaient pas encore mis à l'épreuve par ses pairs. Le rôle de mise en perspective et de médiation n'a pas toujours été assumé par les rédactions, dans un contexte où le journalisme scientifique est peu développé.

Étienne Klein, physicien et philosophe des sciences, pointe lui aussi la responsabilité des médias traditionnels dans le discrédit

du discours scientifique, en cela qu'ils entretiendraient la confusion, dans l'esprit du public, entre la science (le corpus d'énoncés stabilisés) et la recherche (les énoncés en train d'être mis à l'épreuve) : « Lorsque cette distinction n'est pas faite [...], l'image des sciences, abusivement confondues avec la recherche, se brouille et se dégrade. » Sa mise en cause des médias est encore plus large que dans le texte d'Arnaud Mercier et Marina Alcaraz, puisqu'elle concerne aussi la presse écrite, avec qui il a eu maille à partir. Selon lui, la « cohabitation impossible à annuler de vérités et de mensonges dans la plupart des publications » est une « vérité sans doute "de toujours" », que l'avènement du numérique n'a fait qu'accentuer. Cette dynamique corrode la cohésion sociale dans la mesure où la science est « le fondement officiel de notre société, censé remplacer l'ancien socle qui était religieux ». On retrouve, sous la plume d'Étienne Klein, la corrélation déjà établie par Ashod Aradian, bien que la causalité soit comme inversée.

Le crédit donné par certains élus, en France et à l'international, aux propos du professeur Raoult met en cause la responsabilité, à côté de celle de la sphère médiatique, de la sphère politique. Les contributions rassemblées dans la deuxième partie (« Le rôle ambivalent du politique ») interrogent le poids des États et des pouvoirs publics dans le régime de post-vérité.

L'article écrit par Christine Dugoin-Clément, géopoliticienne, documente la manière dont l'État russe, héritier de l'État soviétique, possède une expertise bien établie en matière de fabrication de *fake news*. C'est l'apparition de moyens de communication mondialisés et numériques qui accroît le rayonnement de cette production, et y confronte les opinions occidentales, mais il n'y a pas, selon l'auteur, de vraie rupture par rapport à ce qui se faisait à l'époque du stalinisme.

La contribution qui suit, signée par Audrey Kichelewski, historienne, apporte un éclairage très complémentaire sur la post-vérité en contexte post-soviétique, en étudiant les dynamiques de

la mémoire collective concernant la Seconde Guerre mondiale en Pologne. La volonté du parti Droit et justice, au pouvoir de 2015 à 2023, de façonner un récit qui héroïcise l'attitude des Polonais face au nazisme rencontre les attentes identitaires d'une partie importante de la population. Sur fond de défiance envers les experts, celle-ci accorde plus de crédit à l'histoire promue par l'État en fonction d'objectifs politiques, qu'aux résultats de la recherche historique, qui a mis à jour des faits dérangeants et inconfortables, comme la participation d'une partie de la population polonaise à l'extermination des juifs.

Les deux contributions suivantes se situent dans le contexte français, et examinent la manière dont l'action de l'État peut alimenter ou freiner les dynamiques de désinformation. Thomas Hochmann, juriste, défend l'idée selon laquelle une régulation directe par les pouvoirs publics des énoncés médiatiques, en accordant par exemple un label officiel aux contenus qui « diraient vrai », serait non seulement non conforme à la séparation des pouvoirs, mais aussi contre-productive du point de vue de la crédibilité de la science, dans un contexte de défiance envers les autorités. C'est indirectement, en finançant les autorités administratives indépendantes et les organismes scientifiques publics, que les décideurs peuvent agir de manière pertinente : « L'État doit s'exprimer et agir sur le fondement de la science, mais la science n'a peut-être pas intérêt à ce que les autorités politiques l'applaudissent trop fort. »

Bernard Bégaud, pharmacologue, arrive à des conclusions analogues à partir du cas spécifique des discours concernant le médicament, au sujet duquel pullulent les fausses nouvelles depuis une dizaine d'années. Pour contrer la désinformation, qu'elle vienne de l'industrie pharmaceutique ou des mouvances alternatives, et arbitrer les controverses scientifiques, l'État devrait donner aux « grandes institutions représentant la légitimité et le cœur de l'expertise républicaine » les moyens de retrouver

leur prestige d'autrefois. L'évaluation de la scientificité des informations sur les médicaments, et l'adhésion de la population à cette hiérarchisation, supposent de mettre en place une nouvelle régulation, de mettre fin à l'éparpillement des moyens entre des instances trop nombreuses, et à la création, à chaque nouvelle crise, de comités *ad hoc* directement nommés par les pouvoirs publics.

La troisième partie aborde la « responsabilité du monde académique ». Celle-ci n'est pas passée sous silence dans les parties qui précèdent, notamment dans la contribution d'Arnaud Mercier et de Marina Alcaraz, qui montre que la décrédibilisation du discours scientifique s'explique pour partie par la stratégie de certains chercheurs. La médiatisation précoce d'énoncés disruptifs mais peu étayés est une stratégie qui, sur le court-terme, permet d'augmenter rapidement le crédit-réputation, et le crédit-financier. Elle permet de court-circuiter le processus fastidieux de validation par les pairs, grâce à l'onction d'une partie de l'opinion publique. Sur le moyen-terme, elle provoque toutefois un retour du bâton, pour le chercheur à titre individuel, ainsi que pour l'ensemble de sa communauté.

Permettant d'approfondir ces réflexions, la troisième et dernière partie de ce livre collectif s'ouvre avec la contribution de Fabien Colombo, philosophe et chercheur en science de l'information et de la communication, et José Halloy, physicien. Leur article aborde une « maladie nosocomiale » du monde académique qui mine la confiance dans la science : celle des conflits d'intérêts. Ils analysent de manière serrée la manière dont un petit groupe de chercheurs a cherché, au cours de l'année 2020, à imposer l'énoncé selon lequel la Covid-19 était passée de l'animal à l'homme (zoonose) et ne provenait pas d'un accident dans le laboratoire de Wuhan avec lequel ils avaient des liens. Des énoncés établissant la zoonose comme un fait ont tout d'abord été produits en écartant une partie des informations. Les mises à l'épreuve de l'énoncé ont ensuite été découragées et décrédibilisées, en étant qualifiées de

« théories du complot », *via* un article paru dans une revue qui fait autorité dans le champ, *The Lancet*. Paradoxalement, c'est sur les réseaux sociaux, et par des collectifs citoyens, que la controverse scientifique a pu se déployer. On voit ainsi que la post-vérité (ou du moins une partie de ses ressorts et mécanismes) n'est pas toujours du côté que l'on croit, et que le mot peut être utilisé pour verrouiller le débat pourtant constitutif de la démarche scientifique. On comprend également que l'indépendance et l'impartialité du processus de vérification par les pairs sont menacées par les attitudes clientélistes (évaluations complaisantes de la part d'obligés), ou par l'apparition de revues scientifiques peu scrupuleuses (dites revues prédatrices), prêtes à permettre la publication rapide d'articles pour peu que leur auteur soit prêt à payer.

Les deux derniers articles nous font quitter le monde des sciences dures en nous emmenant vers celui des sciences humaines et sociales. Jean-Philippe Warren, sociologue, s'intéresse aux conséquences possibles de l'application de l'esprit critique propre à la démarche scientifique au discours scientifique lui-même. Celui-ci peut se retrouver appréhendé comme une construction sociale comme les autres, propre à la culture occidentale. L'investigation scientifique aboutit paradoxalement à placer les contenus qu'elle produit sur le même plan que les autres discours, et à refuser toute hiérarchie entre les énoncés produits. Ce mouvement, particulièrement perceptible en Amérique du Nord, aboutit, dans sa version radicale, à ce que chaque groupe historique et culturel développe sa propre science, et fonctionne selon des épistémologies différentes et non communicables – une position qui, pour Jean-Philippe Warren, semble conduire à une impasse.

La contribution qui suit, que nous devons à la juriste Aude Rouyère, adopte une perspective différente. Assumant l'idée que la vérité objective n'est pas concevable, et rappelant que le système juridique est une fiction autoréférentielle, dans lequel la

validité des énoncés dépend de discours montrant leur conformité aux normes internes, elle invite à reconnaître la valeur des énoncés post-factuels à condition qu'ils résultent d'un « processus délibératif ouvert et contradictoire ». Le fonctionnement du droit montre qu'un régime de post-vérité est concevable pour peu que des mécanismes existent pour réguler les énoncés contradictoires entre eux.

Ces deux dernières contributions illustrent le fait que le rapport à l'idée de vérité diffère dans le monde académique, non seulement selon les zones géographiques, mais peut-être encore plus selon les disciplines académiques : il y a des communautés scientifiques pour qui le « vrai » est principalement arbitré en fonction de critères stabilisés et normalisés (au sens de Thomas Kuhn<sup>51</sup>), comme les sciences naturelles et appliquées (chimie, physique...); et d'autres, comme les sciences humaines et sociales, pour qui le « vrai » est régulé par des démarches propres au champ scientifique, mais aussi, plus qu'en sciences exactes, par des préoccupations diverses (dont la politique, l'esthétique, la religion, l'économie...). Il ne faut cependant pas sous-estimer la diversité interne à ces deux branches du savoir. Au risque de forcer le trait, on peut par exemple supposer que les sociologues tendraient à penser leur activité non pas seulement comme ordonnée à la « fabrique de vérités » mais aussi à l'établissement de la justice sociale, tandis que les historiens, seraient plus réticents à mettre le passé au service du présent, en invoquant la nécessité du « recul historique » et de la suspension du jugement moral<sup>52</sup>. Le relativisme est davantage tenable dans certaines disciplines que dans

---

51. SHAPERÉ Dudley, « The Structure of Scientific Revolutions », *The Philosophical Review*, vol. 73, n° 3, 1964, p. 383-394.

52. PONS Christophe et FLICHE Benoît, « Confiance et vérité : les sciences sociales en période de certitude contrainte », communication lors du colloque « Construire, déconstruire, reconstruire les sciences sociales. Réfléchir les défis du religieux », Aubervilliers, 14 octobre 2022.

d'autres, à cause des dynamiques propres à chaque savoir, qu'il s'agisse des prémisses ou des conséquences.

On voit l'intérêt et la difficulté d'articuler différents regards disciplinaires, qui ont chacun une perspective différente sur la post-vérité et la crédibilité de la science. La déconstruction des savoirs « aveugles à eux-mêmes<sup>53</sup> » et la déstabilisation des points de vue « absolutistes » est-elle compatible avec le maintien d'une hiérarchie entre des discours dont la pertinence pratique ou la valeur éthique ne sont pas identiques ? Si l'on suit Bruno Latour, ce serait possible, en pratiquant ce qu'il appelle le « relationnisme », c'est-à-dire « la confrontation obstinée des jugements particuliers » qui, par la mise en relation, la confrontation, la contradiction, permet, malgré tout, la production d'énoncés dont la validité grandit au fur et à mesure que la discussion s'élargit à de nouveaux protagonistes. Il y a peut-être une « post-post-vérité », à condition de considérer l'universalité non pas comme un « point de départ », mais comme « un point d'arrivée<sup>54</sup> ». Espérons que, modestement, ce livre collectif contribue à cette dynamique.

---

53. FLICHE Benoît et PONS Christophe, « Confiance et vérités », *Revue des sciences sociales*, n° 67, 2022, p. 6-11.

54. LATOUR Bruno, « Éloge du relativisme », *Chroniques d'un amateur de sciences*, Paris, Presses des Mines, 2013, p. 19-21.